

Jean-Pierre BRARD

*Seine-Saint-Denis (7^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine
[J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Direction de l'action du Gouvernement ; publications officielles et information administrative - [11 juillet 2007]

Membre titulaire de l'observatoire de la sécurité des cartes de paiement [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Direction de l'action du Gouvernement ; publications officielles et information administrative - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 191 tendant à interdire l'accès aux courses de taureaux aux mineurs de quinze ans [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 14 : Direction de l'action du Gouvernement - Publications officielles et information administrative (n° 276) [11 octobre 2007]

Proposition de résolution n° 345 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les modalités et les conséquences des transactions immobilières concernant les anciens locaux de l'imprimerie nationale, rue de la Convention à Paris dans le 15^{ème} arrondissement [25 octobre 2007]

Proposition de loi n° 423 tendant à abolir les coupures d'eau, d'électricité et de gaz et à mettre en place un dispositif de solidarité énergie-eau [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 424 tendant à créer une action de groupe [21 novembre 2007]

Proposition de loi n° 425 tendant à lutter contre les délocalisations et favoriser l'emploi [21 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 506 tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'examiner l'ensemble des instruments légaux autorisant les expulsions des migrants afin d'évaluer et d'analyser leur compatibilité avec les instruments internationaux et européens que la France a signés et ratifiés [13 décembre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n° 606 relative à la moralisation de la vie politique et prohibant les dons excessifs consentis aux responsables politiques [16 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 698 tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux libéralités des milieux d'affaires en direction des responsables politiques et aux mesures d'encadrement nécessaires [7 février 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les niches fiscales [5 juin 2008] (n° 946)

Proposition de loi organique n° 990 tendant à permettre au juge de l'élection d'écarter l'inéligibilité des candidats aux élections législatives, de bonne foi, dont le compte de campagne a été rejeté par la commission nationale des comptes de campagne [24 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) [16 juillet 2008] (n° 1058)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Finances publiques. Equilibre budgétaire. [24 octobre 2007] (p. 3155)

Politique sociale. Personnes défavorisées. Aides de l'Etat [30 avril 2008] (p. 1822)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 14, posée le 2 octobre 2007. Arts et spectacles. Salles de cinéma (J.O. Questions p. 5862). Appelée le 2 octobre 2007. Multiplexes, Montreuil (p. 2477)

n° 178, posée le 8 avril 2008. Nationalité. Certificats (J.O. Questions p. 2905). Appelée le 8 avril 2008. Délivrance, simplification (p. 1360)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

S'interroge sur les références culturelles de la ministre de l'économie [10 juillet 2007] (p. 1641)

Regrette l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les orateurs [11 juillet 2007] (p. 1712)

Demande une suspension de séance [11 juillet 2007] (p. 1724)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie à l'opposition et sa réponse "assez insolente" au président de la commission des finances [11 juillet 2007] (p. 1734)

Fait état de déclarations du premier président de la Cour des comptes sur le budget de 2006 et sur les exonérations de cotisations sociales [11 juillet 2007] (p. 1736)

Souligne que la réduction de la durée du travail a permis des créations d'emplois entre 1997 et 2002 – fait état de doutes du Premier président de la Cour des comptes sur l'efficacité des exonérations relatives aux heures supplémentaires [11 juillet 2007] (p. 1748)

Juge que la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie constitue une violation de la Constitution à défaut de contreseing [12 juillet 2007] (p. 1821)

Juge que la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie constituerait une violation de la Constitution à défaut de contreseing [12 juillet 2007] (p. 1823)

Demande communication de la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie [12 juillet 2007] (p. 1824)

Demande à la ministre de l'économie si la lettre de mission qu'elle a reçue du Président de la République a été "cosignée" ou "contresignée" par le Premier ministre [12 juillet 2007] (p. 1836)

Demande à connaître le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés et établit une comparaison entre "l'ambitieux habile" s'emparant du pouvoir cité par Tocqueville et "un nom très contemporain" [12 juillet 2007] (p. 1894)

Évoque l'accusation de "discourtoisie" prononcée par la ministre de l'économie et des finances à son encounter, demande qu'elle ne confonde pas la discourtoisie avec son "combat déterminé" contre la politique du Gouvernement [13 juillet 2007] (p. 1907)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart : souligne que le triplement de l'abattement en faveur des handicapés ne concerne qu'une fraction d'entre eux [13 juillet 2007] (p. 1909)

Demande si le contribuable pourra lui-même procéder à la liquidation de la restitution prévue par le "bouclier fiscal" [13 juillet 2007] (p. 1925)

Juge que le Gouvernement a mal préparé le débat [13 juillet 2007] (p. 1933)

Propose de lever la séance en raison de la Fête nationale [13 juillet 2007] (p. 1972)

Considère que le Président de la République n'est pas constitutionnellement habilité à donner des instructions et orientations aux ministres [16 juillet 2007] (p. 2007)

Souligne que la Constitution interdit au Président de la République de donner une mission à un ministre [18 septembre 2007] (p. 2136)

Témoigne de l'aide apportée par M. Lamour pour naturaliser des sportifs de haut niveau ne parlant pas français [19 septembre 2007] (p. 2210)

Revient sur la décision du président de séance de ne pas faire reproduire au compte rendu ses propos tenus en langues étrangères alors que le discours prononcé par Bill Clinton le 7 juin 1994 a été transcrit au Journal officiel [17 octobre 2007] (p. 2840)

Estime que les manifestations constituent "un signe extrêmement positif", constate la stabilité de la part des dépenses publiques dans le PIB en France depuis vingt ans et souligne que la Grande-Bretagne a créé 560 000 emplois publics de 2000 à 2005 [18 octobre 2007] (p. 2904)

Reprend l'amendement n° 25 de M. Philippe Goujon car les auteurs d'amendements retirés "n'ont pas de convictions assez solides pour aller jusqu'au bout" [18 octobre 2007] (p. 2940)

Proteste contre l'adoption de l'amendement n° 13 de M. Lionel Tardy permettant à un redevable de l'ISF de bénéficier d'une réduction de sa contribution au titre d'apports à sa propre société - fraude fiscale [18 octobre 2007] (p. 2958)

Déplore l'absence de réponse du Gouvernement et de la commission à ses questions sur la SOVAFIM - Société de valorisation foncière et immobilière [19 octobre 2007] (p. 3020)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac : considère qu'il "n'y a rien si ce n'est de la continuité" dans la loi de finances, exprime son opposition à l'amendement n° 13 de M. Lionel Tardy adopté après l'article 9 accordant aux redevables de l'ISF le bénéfice de la réduction de leur cotisation au titre de souscriptions au capital de leur société et fait état d'informations de presse relatives à M. Bernard Laporte [19 octobre 2007] (p. 3024)

Déclare que l'attitude de M. Giscard d'Estaing est un exemple de "cynisme" et de la "couardise" de certains parlementaires de droite [2 avril 2008] (p. 1183)

Déclare que "stigmatiser, diaboliser, invectiver" comme l'a fait M. Copé n'avance à rien [3 avril 2008] (p. 1229)

Indique qu'il "ne peut y avoir d'indignation sélective" en matière de droits de l'homme et fait référence à la Tchétchénie, au Tibet, à l'Irak et à ceux qui vivent sous des tentes sur les bords de la Seine [7 avril 2008] (p. 1283)

S'inquiète des projets de nouvelle rédaction du Préambule, notamment en ce qui concerne la notion de laïcité et refuse toute modification au droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2635)

Déclare que M. Lefebvre et le Gouvernement jouent un "jeu de rôle insupportable et irrespectueux pour le Parlement" [11 juin 2008] (p. 3336)

Reproche au Président de la République de violer l'article 5 de la Constitution en s'exprimant devant son ancien parti politique [7 juillet 2008] (p. 4292)

Estime que les ministres ne pratiquent pas la sincérité [22 septembre 2008] (p. 4934)

Établit un parallèle entre M. Frédéric Lefebvre et Mgr. Lefebvre [22 septembre 2008] (p. 4957)

Demande au Gouvernement de respecter le Parlement en étant représenté à l'ouverture de la séance et en

organisant les travaux de manière plus rigoureuse [23 septembre 2008] (p. 4977)

Déplore les conditions de travail de l'Assemblée [23 septembre 2008] (p. 4977)

Condamne la politique de l'emploi de Renault compte tenu de ses résultats et rappelle que l'Etat détient 16 % de son capital [23 septembre 2008] (p. 4978)

Estime que le débat aurait pu être accéléré par l'adoption des amendements de suppression car l'opposition était majoritaire en fin de matinée avant que le groupe UMP obtienne la levée de la séance [23 septembre 2008] (p. 4991)

Donne des exemples de désespérance sociale et juge que le Gouvernement "organise subrepticement la substitution des revenus du capital aux revenus du travail" [24 septembre 2008] (p. 5043)

Considère que le Gouvernement "cherche à détruire le droit du travail" et que "le Parlement est à plat ventre devant le Gouvernement" [24 septembre 2008] (p. 5053)

Regrette que le président de séance ne l'ait pas autorisé à répondre à la commission [25 septembre 2008] (p. 5125)

Estime que le Président de la République ne s'intéresse pas aux droits sociaux des Européens [25 septembre 2008] (p. 5126)

Déclare avoir demandé un scrutin public [25 septembre 2008] (p. 5127)

Estime que le débat sur le revenu de solidarité active "est destiné à légitimer M. Hirsch, supplétif emblématique de Nicolas Sarkozy et du gouvernement le plus réactionnaire que notre pays ait connu depuis la Libération" [25 septembre 2008] (p. 5133)

Interroge le Gouvernement sur le sens d'un projet de loi instituant le RSA au moment précis où Renault licencie des milliers de travailleurs [25 septembre 2008] (p. 5143)

Reproche à M. Hirsch d'utiliser les propos de personnalités décédées comme alibi pour ses propres renoncements et trahisons [25 septembre 2008] (p. 5153)

S'insurge contre le morcellement du texte et les difficultés qui en résultent pour les députés ultramarins [25 septembre 2008] (p. 5158)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1660) : rejetée (p. 1667)

Ses rappels au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1641) ; [11 juillet 2007] (p. 1712, 1724)

Thèmes :

Donations et successions (p. 1661 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1660)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs : contrôle fiscal (p. 1663)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1663)

Impôt sur le revenu : impôt minimal : "niches fiscales" (p. 1660)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1660, 1662 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1660, 1663)

Impôts et taxes : progressivité (p. 1660 et s.)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1662)

Politique économique : croissance (p. 1660 et s.)

Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 1662)

Sécurité sociale : déficit : prélèvements obligatoires (p. 1661)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1662)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1661)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1734, 1736)

Ses interventions (p. 1738, 1750, 1789)

Son amendement n° 399 (de suppression) (p. 1744)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1748)

Ses amendements n°s 404, 406 (p. 1752, 1795)

Après l'article 1er

Ses rappels au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1821, 1823, 1824)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Intervient sur l'adt n° 429 de Mme Martine Billard (abrogation du contrat "nouvelles embauches" - CNE) (p. 1827)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1836)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Son amendement n° 400 (p. 1841)

Après l'article 2

Reprend l'adt n° 442 de M. François Scellier (extension du régime d'exonération aux revenus non salariaux des étudiants) : rejeté (p. 1846)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 407 (p. 1860)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 288 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : fixation des conditions d'exercice de leur activité) (p. 1870)

Intervient sur l'adt n° 289 de M. Jean-Louis Idiart (marchands de biens : interdiction de délivrance de congé pour vente d'un logement sauf pour un bien acquis depuis plus de six ans) (p. 1871)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son amendement n° 401 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1879)

Ses interventions (p. 1884 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1894)

Son amendement n° 409 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1898)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1907)

Son amendement n° 408 (p. 1908)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Louis Idiart (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1913 et s.)

Ses amendements n°s 402 (de suppression), 411 et 424 (p. 1916, 1921 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1925)

Ses amendements n°s 418 et 419 (p. 1929 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1933)

Son amendement n° 413, deuxième rectification (p. 1934)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 174 rectifié de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 1945)

Intervient sur l'adt n° 170 de M. Jacques Myard (ISF : exonération de la résidence principale) (p. 1945)

Intervient sur l'adt n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946)

Son amendement n° 398 (ISF - objets d'antiquité, d'art ou de collection : exonération de ceux présentés au public plus de trois mois par an ou créés par des artistes vivants - intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égale à 2,5 % de l'actif sauf preuve d'une valeur inférieure) : rejeté (p. 1951)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Son amendement n° 403 (de suppression) (p. 1953)

Son intervention (p. 1956)

Ses amendements n°s 415, 416, 428 et 421 (p. 1956 et s.)

Article 7 (encadrement des rémunérations différées des dirigeants des sociétés cotées)

Ses interventions (p. 1965 et s.)

Ses amendements n°s 414 et 426 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1970, 1972)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1972)

Ses amendements n°s 425 et 427 (p. 2048 et s.)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 juillet 2007] (p. 1979 ; 2005)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1989)

Son intervention (p. 1991)

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2007] (p. 2007)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : transferts de charges (p. 1992)

Entreprises : allègement des charges sociales (p. 1992)

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1989, 1992)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1989 et s.)

Finances publiques : dette publique (p. 1992 et s.)

Finances publiques : recettes fiscales : plus values : imposition (p. 1992)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1992)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1992)
 Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances : services déconcentrés (p. 1993)
 Politique économique : capitalisme : profits (p. 1992 et s.)
 Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 1992)
 Président de la République (p. 1991)
 Secteur public : privatisations : autoroutes (p. 1992)
 Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1992)

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2017)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2019)
 Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2018)
 Etablissements de santé : hôpitaux (p. 2017)
 Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2018 et s.)
 Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 2017)
 Impôts et taxes : fraude fiscale : douanes (p. 2017)
 Impôts et taxes : justice sociale (p. 2018)
 Ordre public : violences urbaines (p. 2018)
 Politique économique : mondialisation : compétitivité (p. 2018)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 2018)
 Politique sociale : inégalités (p. 2018)
 Président de la République (p. 2017)
 Secteur public : services publics (p. 2017 et s.)
 Sécurité sociale : franchises (p. 2019)
 Sécurité sociale : gestion : salariés (p. 2017)
 TVA : TVA sociale (p. 2019)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2141)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 septembre 2007] (p. 2136)

Thèmes :

Etrangers : immigration clandestine (p. 2141)

Etrangers : politique de l'immigration (p. 2141)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Son amendement n° 200 (p. 2197)

Son intervention (p. 2208)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2210)

Reprend l'adt n° 84 de M. Jacques Remiller (p. 2213)

Reprend l'adt n° 105 de Mme Françoise Hostalier (p. 2218)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2223, 2239 et s.)

Son amendement n° 264 (p. 2228)

Reprend l'adt n° 110 de Mme Françoise Hostalier (p. 2243)

Projet de loi n° 151 autorisant la ratification de l'accord sur l'application de l'article 65 de la convention sur la délivrance de brevets européens

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 septembre 2007] (p. 2393)

Son intervention (p. 2418)

Thèmes :

Entreprises : entreprises multinationales (p. 2419)

Langue française : défense (p. 2418 et s.)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 octobre 2007] (p. 2766, 2797) ; [17 octobre 2007] (p. 2840, 2873)

Son intervention : s'exprime en anglais (p. 2770)

Son intervention : s'exprime en allemand et demande au président de séance la raison pour laquelle ses propos ne figureront pas au compte rendu des débats (p. 2778)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2785)

Son intervention : réitère sa question relative à la non-reproduction au compte rendu de ses propos tenus en langues étrangères (p. 2787)

Ses interventions (p. 2797, 2840)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2886)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 octobre 2007] (p. 2840)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance financière : EADS (p. 2887)

Energie et carburants : pétrole (p. 2841)

Finances publiques : dette publique : taux d'intérêt (p. 2887)

Finances publiques : prélèvements obligatoires (p. 2797 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 2797)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 2842)

Impôts et taxes : fraude (p. 2887)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 2786, 2842)

Impôts et taxes : fiscalité écologique (p. 2797)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 2786, 2841 et s.)

Marchés financiers : crise des crédits subprimes (p. 2841, 2887)

Marchés financiers : dividendes : imposition (p. 2797)

Pays étrangers : Etats-Unis : sécurité sociale (p. 2887)

Politique économique : croissance : pouvoir d'achat (p. 2841)

Politique sociale : pauvreté : inégalités (p. 2786)

Président de la République (p. 2786)

Secteur public : services publics (p. 2797, 2887)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 2841 et s.)

Travail : taux d'activité (p. 2842)

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Article 8 (aménagement des régimes fiscaux des cessions de brevets et éléments assimilés par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et de la plus-value d'apport d'un brevet à une société)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2904)

Article 2 précédemment réservé (barème de l'impôt sur le revenu 2007)

Son intervention (p. 2907)

Ses amendements n^{os} 173 et 175 (p. 2910 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n^o 222 précédemment réservé de M. Dominique Baert (anciens combattants – bénéfice de la demi-part supplémentaire : âge ramené de 75 ans à 70 ans) (p. 2913)

Article 6 précédemment réservé (aménagement du régime fiscal et social des dividendes perçus par les particuliers)

Son amendement n^o 199 (de suppression) (p. 2922)

Après l'article 7

Son amendement n^o 186 précédemment réservé (associations de soutien à la presse d'information politique et générale bénéficiant de l'aide de l'Etat : réduction d'impôt de 66 % au titre des dons) (p. 2936) : rejeté (p. 2937)

Reprend l'adt n^o 25 précédemment réservé de M. Philippe Goujon (achat de véhicules de moins de trois mètres et rejetant moins de 120 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) (p. 2940) : rejeté (p. 2940)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2940)

Reprend l'adt n^o 26 précédemment réservé de M. Philippe Goujon (achat de véhicules rejetant moins de 100 grammes de CO² par kilomètre : bénéfice du crédit d'impôt prévu pour les motorisations électrique, GPL, GNV ou hybride) (p. 2941) : rejeté (p. 2941)

Article 9 (assouplissement des dispositifs existant en matière de mutation à titre gratuit et d'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des entreprises)

Son amendement n^o 200 (de suppression) (p. 2942)

Après l'article 9

Son amendement n^o 174 (suppression du "bouclier fiscal") (p. 2945) : rejeté (p. 2947)

Intervient sur l'adt n^o 68 de M. Jacques Myard (ISF : suppression) (p. 2952)

Intervient sur l'adt n^o 21 de M. Claude Goasguen (ISF - abattement sur la valeur de la résidence principale porté de 30 % à 40 %) (p. 2953)

Son amendement n^o 181 (ISF - abattement sur la valeur de la résidence principale plafonné à 100 fois le montant mensuel du RMI) : rejeté (p. 2953)

Son amendement n^o 180 (ISF - objets d'art et d'antiquité : intégration dans l'assiette pour un montant forfaitaire égal à 3 % de l'actif sauf preuve

d'une valeur inférieure - exonération des objets présentés au public ou créés par des artistes vivants) (p. 2953) : rejeté (p. 2954)

Son rappel au règlement (cf supra) [18 octobre 2007] (p. 2958)

Après l'article 10

Son amendement n° 182 (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières - majoration du taux de 10 % du prix moyen du baril exprimé en euros) (p. 2966) : rejeté (p. 2968)

Après l'article 11

Son amendement n° 177 (taux normal de la TVA ramené de 19,6 % à 18,6 % - majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur les sociétés et du taux des deux plus hautes tranches du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 2981) : rejeté (p. 2982)

Son amendement n° 184 (matériels destinés à la production et au stockage d'énergie d'origine éolienne : TVA au taux réduit) (p. 2984) : rejeté (p. 2985)

Son amendement n° 183 (travaux dans des établissements publics de santé ou d'accueil des personnes handicapées - TVA au taux réduit) : rejeté (p. 2986)

Son amendement n° 187 rectifié (ventes de produits dans les salles de cinéma : institution d'une taxe au taux de 4 %) (p. 2988) : rejeté (p. 2989)

Article 12 (institution du contrat de stabilité)

Son amendement n° 231 (p. 3006)

Article 17 (réforme de la dotation départementale d'équipement des collèges -DDEC- et de la dotation régionale d'équipement scolaire -DRES)

Son intervention (p. 3015)

Article 22 (simplification du financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie -ADME)

Son amendement n° 179 (p. 3018)

Article 26 (extension du périmètre d'activité de la Société de valorisation foncière et immobilière -SOVAFIM)

Son amendement n° 201 (de suppression) (p. 3019)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 octobre 2007] (p. 3020)

Article 29 (financement des allègements généraux de cotisations patronales de sécurité sociale)

Son intervention (p. 3021)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jérôme Cahuzac (cf supra) (p. 3022)

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

CULTURE

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 80)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Centre national de la cinématographie (p. 80)

Audiovisuel et communication : cinéma (p. 80 et s.)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : gestion (p. 80)

DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Examen des fascicules [9 novembre 2007] (p. 3941)

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Son intervention (p. 3941)

Thèmes avant la procédure des questions :

Administration : Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (p. 3941)

Associations : sectes (p. 3941 et s.)

Etat : Centre d'analyse stratégique (p. 3942)

Etat : Gouvernement : organisation (p. 3941 et s.)

Etat : Médiateur de la République (p. 3942)

Etat : patrimoine immobilier (p. 3941)

Ordre public : commission nationale de déontologie de la sécurité (p. 3942)

Pays étrangers : Allemagne (p. 3943)

Presse et livres : Documentation française (p. 3942)

Presse et livres : Journaux officiels (p. 3942)

Union européenne : institutions (p. 3942)

Union européenne : présidence française (p. 3942)

Vote des crédits et articles rattachés [9 novembre 2007] (p. 3948)

Crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 3948)

Après l'article 43

Intervient sur l'ad. n° 187 du Gouvernement (qualification du Médiateur de la République comme ordonnateur principal de l'Etat) (p. 3949)

Son sous-amendement n° 197 (de précision) à l'ad t n° 187 du Gouvernement : adopté (p. 3949)

Explications de vote et vote [20 novembre 2007] (p. 4364)

Ses explications de vote (p. 4367)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4367)

Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 803)

Thèmes :

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 803)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 803)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1171, 1179, 1218 et s.)

Reprend l'ad t n° 180 de M. Louis Giscard d'Estaing (transfert des dispositions des alinéas 8 et 9 de l'article 6 relatives à la déclaration des parcelles, à l'information des exploitants voisins et au registre, aux mesures de coexistence et à la responsabilité dans un article séparé du projet de loi et intégré dans un chapitre spécifique du code rural) (p. 1183) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 1183)

Ses rappels au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1183, 1229)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1340 et s.)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son intervention (p. 1408)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1191)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions d'enquête : sectes (p. 1192)

Associations : sectes (p. 1191)

Associations : sectes : fiscalité (p. 1192)

Cultes : associations cultuelles : fiscalité (p. 1192)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté de conscience (p. 1192)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1192)

Explications de vote et vote [3 avril 2008]

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1193)

Projet de loi n° 729 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [10 avril 2008] (p. 1522)

Son intervention (p. 1524)

Thèmes :

Etrangers : immigration (p. 1524)

Pays étrangers : Gabon (p. 1524)

Politique extérieure : codéveloppement (p. 1525)

Union européenne : immigration (p. 1525)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1529)

Ses explications de vote (p. 1529)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1525)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1708)

Thèmes :

Constitution (p. 1709)

Etat : patrimoine immobilier : ministère des affaires étrangères (p. 1708 et s.)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1709)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1710)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TÉPA) (p. 1709 et s.)

Lois de finances : loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (p. 1708)

Pays étrangers (p. 1708)

Politique économique : inflation : Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (DGCCRF) (p. 1710)

Prestations familiales : allocations familiales (p. 1709)

Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1787)

Thème :

Archives et bibliothèques : archives : transparence (p. 1787)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la Ve République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2234)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2311)

Thèmes :

Constitution : révision : textes d'application (p. 2312)

Constitution : Ve République (p. 2234)

Etat : Premier ministre : rôle (p. 2311)

Lois : projet de loi : études d'impact (p. 2234)

Président de la République : rôle (p. 2235)

Union européenne : élargissement : référendums (p. 2234)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 370 de M. Jean-Claude Sandrier (démocratie participative) (p. 2342)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2406)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses interventions (p. 2456 et s.)

Son amendement n° 548 (p. 2462)

Son amendement n° 549 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2462)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2528 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 2544)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 2562)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 23 de M. Didier Migaud (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2599)

Intervient sur l'adt n° 343 de Mme Martine Billard (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2599)

Intervient sur l'adt n° 396 de M. Jean-Claude Sandrier (abrogation de l'article 40 de la Constitution) (p. 2599)

Son amendement n° 550 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2601) : rejeté (p. 2602)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son intervention (p. 2604)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 2608)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son intervention (p. 2620)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses interventions (p. 2627, 2641)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son intervention (p. 2644)

Après l'article 30

Intervient sur l'adt n° 523 de M. Victorin Lurel (collectivités d'outre-mer) (p. 2710)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Ses interventions (p. 2711 et s.)

Après l'article 31

Intervient sur l'adt n° 465 de M. Jean-Claude Sandrier (politique de décentralisation) (p. 2714)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Joël Giraud (statut de collectivité territoriale pour les groupements de collectivités territoriales à fiscalité propre) (p. 2715)

Intervient sur l'adt n° 581 de M. Jean-Claude Sandrier (exercice dérogatoire de leurs compétences par les collectivités territoriales) (p. 2715)

Intervient sur l'adt n° 464 de M. Jean-Claude Sandrier (droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales, cantonales et régionales, y compris participation au collège sénatorial) (p. 2715)

Intervient sur l'adt n° 176 de M. Jacques Myard (développement de la francophonie) (p. 2717)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4405)

Thème :

Elections et référendums : carte électorale : circonscriptions (p. 4405)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Son intervention (p. 4421)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4427)

Article 6 (droit de grâce)

Ses interventions (p. 4430 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 4445 et s.)

Article 11 (domaine de la loi)

Son intervention (p. 4459)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses interventions (p. 4494 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son intervention (p. 4497)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Ses interventions (p. 4498 et s.)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 4503)

Après l'article 30 sexes

Intervient sur l'adt n° 303 de M. Jean-Claude Sandrier (langues régionales) (p. 4506)

Article 31 (Défenseur des droits)

Son intervention (p. 4507)

Article 33 (procédure d'autorisation de ratification des traités portant élargissement de l'Union européenne)

Son intervention (p. 4510)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 4511)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)

Ses explications de vote (p. 4512)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4512)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2759)

Son intervention (p. 2788)

Thèmes :

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2788)

Commerce et artisanat : grande distribution (p. 2759)

Energie et carburants : tarifs (p. 2759)

Etrangers : cartes de résident : délivrance (p. 2760, 2788)

Logement : logement social : financement (p. 2788)

Logement : logement social : loi "solidarité et renouvellement urbain" (SRU) (p. 2759)

Postes : activités bancaires (p. 2759)

Travail : durée du travail (p. 2760)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 731 de M. Daniel Paul (p. 2909 et s.)

Article 12 (neutralisation de l'impact financier du franchissement du seuil de dix et vingt salariés par les entreprises)

Ses interventions (p. 3016 et s.)

Après l'article 12

Reprend l'adt n° 503 de Mme Laure de La Raudière (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3023) : rejeté (p. 3024)

Intervient sur les adts n° 726 à 728 de M. Daniel Paul (p. 3028 et s.)

Après l'article 13

Reprend l'adt n° 1185 de M. Lionel Tardy (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3035) : retiré (p. 3036)

Article 18 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le régime des peines d'incapacité commerciale)

Ses interventions (p. 3059 et s.)

Article 31 (amélioration du régime des impatriés)

Ses amendements n° 934 et 935 (p. 3128 et s.)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 939 (p. 3254)

Article 41 (réforme de la Caisse des dépôts)

Ses amendements n° 945 à 947, 949 et 950 (p. 3295 et s.)

Article 42 (habilitation à légiférer par ordonnance pour rendre la place financière française plus attractive)

Ses amendements n° 951 (de suppression) et 952 (p. 3299)

Avant l'article 21

Intervient sur les adts n° 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés de M. André Chassaigne (p. 3331)

Reprend l'adt n° 124 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 pour tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs individuels de télévision numérique terrestre - TNT) (p. 3335) : rejeté (p. 3336)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juin 2008] (p. 3336)

Intervient sur les adts n° 1022 et 1021 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3338 et s.)

Intervient sur les adts n° 749, 953 et 750 précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3386 et s.)

Article 21 précédemment réservé (assouplissement des possibilités de différenciation tarifaire ; allègement du formalisme des contrats ; exigence de contreparties à la négociation tarifaire portant sur les produits agricoles périssables)

Son intervention (p. 3394 et s., 3405 et s.)

Article 22 précédemment réservé (abrogation de l'interdiction de discrimination. Renforcement de l'effectivité des sanctions civiles des pratiques restrictives de concurrence)

Son intervention (p. 3421)

Après l'article 22

Intervient sur les adts n° 779 et 1043 rectifié précédemment réservés de M. Daniel Paul (p. 3422 et s.)

Article 23 précédemment réservé (habilitation à légiférer par ordonnance en vue de créer une Autorité de la concurrence)

Son intervention (p. 3429 et s.)

Après l'article 23

Intervient sur les adts n^{os} 760 et 777 précédemment réservés de M. André Chassaing (p. 3434 et s.)

Article 24 précédemment réservé (modernisation du régime des soldes)

Son intervention (p. 3438)

Après l'article 24

Intervient sur l'adt n^o 1290 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3441)

Article 26 précédemment réservé (renforcement de l'action du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce -FISAC)

Son intervention (p. 3447)

Après l'article 26

Intervient sur l'adt n^o 809 précédemment réservé de M. Daniel Paul (p. 3450)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Son intervention (p. 3454)

Projet de loi de règlement n^o 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juin 2008] (p. 3935, 3952, 3961, 3970)

Son intervention (p. 3942)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 3942)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 3942 et s.)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 3942)

Justice : Cour des comptes (p. 3942)

Politique sociale : pauvreté (p. 3942)

Président de la République (p. 3943)

Secteur public : privatisations (p. 3943)

Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 3942 et s.)

Sécurité sociale : déficit (p. 3942)

Explications de vote et vote [30 juin 2008]

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 3943)

Projet de loi n^o 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son rappel au règlement (cf supra) [7 juillet 2008] (p. 4292)

Ses interventions (p. 4296, 4306 et s.)

Déclaration du Gouvernement n^o 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4542)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : "niches fiscales" (p. 4544)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4544)

Impôts et taxes : fraude fiscale (p. 4544)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 4543 et s.)

Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4543)

Politique économique : mondialisation (p. 4542 et s.)

Sécurité sociale : cotisations : exonération (p. 4543)

TVA : fraude (p. 4543)

Union européenne (p. 4543)

Projet de loi n^o 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 4579)

Thèmes :

Enseignement maternel et primaire : rôle (p. 4579)

Secteur public : grève : service d'accueil pendant le temps scolaire (p. 4580)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4938)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4965) : rejetée (p. 4971)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 septembre 2008] (p. 4934, 4957, 4977, 4978)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4938, 4968)

Finances publiques : dépenses fiscales (p. 4968)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4938, 4969)

Sécurité sociale : cotisations : exonérations (p. 4968)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 4938)

Travail (p. 4965 et s.)

Travail : conditions de travail (p. 4966)

Travail : coût (p. 4967)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 4965, 4969)

Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4938, 4967)

Travail : salaires (p. 4938, 4965 et s.)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)
Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4979)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 4983, 5012)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4991)

Son amendement n° 1498 (de suppression) (p. 4993)

Son sous-amendement n° 1811 à l'adt n° 5 de la commission des finances : adopté (p. 5013)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de M. Dominique Tian (accord d'intéressement "unilatéral" à l'initiative de

l'employeur dans les entreprises de moins de cinquante salariés) (p. 5024 et s.)

Son amendement n° 116 (négociation pour la conclusion d'accords d'intéressement dans les entreprises qui en sont dépourvues) (p. 5023) : rejeté (p. 5024)

Son amendement n° 1580 (intéressement plafonné à 20 % du salaire annuel) : rejeté (p. 5026)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5032 et s.)

Son amendement n° 52 (p. 5033)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5043)

Après l'article 2

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5053)

Intervient sur les adts identiques n°s 74 à 94 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5067)

Intervient sur les adts identiques n°s 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5069)

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission des affaires économiques (participation dans les entreprises et établissements publics et leurs filiales) (p. 5096 et s.)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Ses interventions (p. 5122 et s.)

Son amendement n° 1500 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 5124)

Ses rappels au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5125, 5126, 5127)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son amendement n° 1502 rectifié (p. 1534)

Ses interventions (p. 5132 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5133)

Son amendement n° 1507 (p. 5135)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Son amendement n° 1512 (p. 5135)

Explications de vote et vote [25 septembre 2008] (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5138)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 5139)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2008] (p. 5143, 5186) ; [30 septembre 2008] (p. 5215)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5153)

Son rappel au règlement (cf supra) [25 septembre 2008] (p. 5158)

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Ses interventions (p. 5383 et s.)